

# Le projet de loi relative à l'information :

Par Hakim Saheb

**L'APN s'attelle, à l'heure actuelle, à débattre du projet de loi organique relative à l'information pour son adoption. Les motivations, le contenu et les objectifs de ce texte alertent les professionnels, les Algériens et les partenaires de l'Algérie. La régression est en mouvement.**

Cette nouvelle mouture, sans cesse différée, suscite légitimement, dans le monde de la presse et des professionnels, méfiance et scepticisme. C'est dire que le contexte général de repli, de verrouillage et de restriction des libertés individuelles et collectives, et l'adoption à la hussarde d'autres lois aussi sensibles que le présent projet favorisent toutes les appréhensions et incitent à davantage de vigilance.

Evoquer la liberté de la presse et le droit à l'information en Algérie, c'est à coup sûr revisiter l'un des rares acquis arrachés de hautes luttes après les émeutes sanglantes d'octobre 1988 et se rappeler le sacrifice des militants des droits de l'homme des années 1980 et le lourd tribut payé par la corporation qui a perdu plus de 100 journalistes durant la décennie 1990.

## Le contrôle de l'information : une constante nationale

A cet effet, il n'est pas inutile de rappeler deux données essentielles avant d'examiner les principales dispositions de ce projet de loi.

1 - Le code de l'information du 6 février 1982 énonçait sans aucune ambiguïté que «l'information est du domaine de souveraineté nationale (...) l'édition des journaux d'information générale est une prérogative du parti et de l'Etat». Selon les articles 1,2 et 3 de ladite loi, l'information devait s'exercer «dans le cadre des options idéologiques du pays, des valeurs morales de la nation et des orientations politiques» sous la direction du FLN.

Dans la pratique, cette approche, empruntée au modèle brejnévien, réduisit l'information à des directives et injonctions émanant du pouvoir exécutif. Tout ce qui relevait du politique, de l'économie et du culturel devait systématiquement être soumis avant publication au ministère de l'Information et au responsable hiérarchique du comité central du FLN. L'information était considérée comme un secteur stratégique contrôlé par l'Etat et le parti.

Cette situation sera momentanément battue en brèche par la loi 90-07 du 3 avril 1990, adoptée dans l'euphorie de la révision constitutionnelle qui mit fin au monopole de l'Etat sur la presse avant d'être malmenée avec d'une part, le retour de fait de l'agrément sous couvert formel du récépissé et la promulgation du décret du 11 août 1992 qui autorise la suspension jusqu'à 6 mois des activités «de toute société, organe, établissement ou entreprise mettant en danger l'ordre public, le fonctionnement normal



des institutions ou les intérêts supérieurs du pays» et, d'autre part, avec la suppression par le décret législatif 93-13 du 26 octobre 1993 du Conseil supérieur de l'information, colonne vertébrale de tout système d'information démocratique et nécessairement pluriel.

Depuis, les suspensions, saisies et entorses de toutes sortes se sont accentuées contre la presse privée. Le code de l'information, quoique formellement en vigueur, se voit vidé de sa substance par les effets d'une pratique, aussi inique que scélérate, au fil de ces 20 dernières années comme reconnu, sans la moindre équivoque, dans l'exposé des motifs du présent projet qui avoue que la loi 90-07 «a dû subir les contre-coups du contexte politico-sécuritaire que l'Algérie a vécu durant la décennie 1990 dont la gestion a conduit à l'instauration de l'état d'urgence et conséquemment à une gestion contrôlée de l'information sécuritaire».

2 - Le droit à l'information constitue une composante essentielle de la liberté d'expression. Il est considéré, tout à la fois, comme l'un des fondements d'une société démocratique et une condition nécessaire à son progrès et à l'épanouissement de ses membres.

Des principes maintes fois réaffirmés par la jurisprudence de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples dont l'Algérie est partie prenante. Dans le système jurisprudentiel européen – le plus accompli dans ce domaine – la presse dispose d'une liberté quasi illimitée pour discuter des questions d'intérêt général.

La Cour de Strasbourg ne cesse de rappeler le rôle éminent de la presse dans une société démocratique. La presse contribue à l'animation de la vie politique et socio économique et représente l'indispensable «chien de garde» public. A sa fonction qui consiste à diffuser l'information, s'ajoute le droit pour le public de la recevoir. L'Algérie ne peut

vivre en autarcie et faire fi indéfiniment de l'évolution mondiale et des aspirations des peuples pour plus de liberté, de citoyenneté, de justice et de respect des droits humains, elle qui s'est empressée de proclamer son adhésion à la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948 suivant l'article 11 de la Constitution du 10 septembre 1963.

Dans l'article 19 de cette déclaration, il est explicité que «tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considération de frontières, les informations et les idées par quelque moyen que ce soit».

Ce détour est nécessaire pour mieux appréhender l'économie du présent projet de loi qui contient 132 articles répartis suivant 12 titres. Ce texte qui a pour objet, aux termes de l'article 1, de fixer les règles et les principes du droit à l'information reprend l'essentiel des dispositions contenues dans la loi de 1990 et introduit quelques réaménagements, qui, du reste, peuvent paraître comme une légitimation des pratiques imposées durant les 15 dernières années.

## Recul et manipulation

Ces dispositions portent sur les droits socio-professionnels des journalistes, la mise en place d'un conseil supérieur de l'éthique et de la déontologie du journalisme, l'annonce de l'ouverture du paysage audiovisuel au privé, la régulation de la presse en ligne, la création de deux autorités de régulation, l'une pour la presse écrite et la seconde pour les médias audiovisuels, dépénalisation, somme toute, partielle des délits de presse en vigueur depuis l'amendement du code pénal en mai 2001 et, enfin, des dispositions régissant la profession et qui sont comme autant de mesures visant à restreindre l'exercice de ce noble métier en particulier et le champ

de la liberté d'expression en général. L'un des reculs qu'accuse le présent projet au regard de la loi de 1990 a trait à la création et à l'édition des publications périodiques qui seront, désormais, soumises au régime de l'autorisation en lieu et place du régime déclaratif et ce, à l'instar de ce qui est prévu également dans le projet de loi relative aux associations. Selon l'article 11 du projet, tout périodique doit faire l'objet d'un dépôt d'autorisation préalable de la part du responsable de la publication auprès de l'Autorité de régulation de la presse écrite, 60 jours avant l'édition du premier numéro alors que l'actuel ne prévoit que 30 jours.

Il faut savoir que la loi présente (90-07) a prévu une formalité simple et impérative qui oblige le procureur du tribunal territorialement compétent à délivrer sur-le-champ un récépissé de dépôt lors de l'enregistrement de la demande.

Cette mesure a été dévoyée et abusivement détournée par le ministère de la Justice qui ne remet pas d'accusé de récépissé et s'offre des délais excessifs pour établir une autorisation et rejeter, le cas échéant, la demande d'enregistrement. Des affidés du système non journalistes ont pu créer des journaux pendant que des professionnels ont leur demande bloquée des années durant.

S'agissant de l'activité audiovisuelle, l'article 58 du projet stipule que celle-ci «est exercée par les institutions publiques, les entreprises et organismes du secteur public et les entreprises de droit privé algérien».

Rien de nouveau en la matière. L'activité audiovisuelle est une mission de service public. Selon l'article 61 qui dispose que la création de tout service thématique de communication audiovisuelle, la distribution par câble d'émissions radiophoniques sonores ou télévisuelles ainsi que l'utilisation des fréquences radioélectriques sont soumises à autorisation attribuée par décret. Conformément à l'article 59 de ce texte, les modes de sujétion de service public sont définis par voie réglementaire.

Autant dire que les conditions de mise en œuvre de cette loi sont imprécises, contingentes, ambiguës et qu'elles dépendront, sur ce registre comme sur d'autres points de ce projet de loi développé plus loin, des interprétations que voudra bien en faire le maître du moment. Aucune clarification sur la confiscation qui caractérise le secteur public.

Dans les faits, le paysage audiovisuel algérien est livré à des centaines de chaînes étrangères distillant toutes sortes de messages. Ce dernier est entourné à tous les vents et à toutes les influences à l'exception des expressions culturelles algériennes dans ses multiples facettes locales, régionales et nationales qui sont niées et combattues par les tenants d'un islamisme baathiste antinational selon les termes de Mostefa Lacheraf.

Le pouvoir aurait du libérer les initiatives et le personnel de ces structures publiques des contraintes et autres censures qui les ont inhibées et œuvré en toute intelligence à l'ouverture des médias lourds existants à l'opposition démocratique qui reste la principale victime des pratiques en cours dès lors que le discours théocratique, lui, est revendiqué et assumé par le pouvoir.